

Journées d'études doctorales

De la question sociale à la question politique en Amérique latine

23 et 24 mai 2011

EHESS, Amphithéâtre, 105 bd Raspail, 75006 Paris

Appel à communications

L'essor du capitalisme industriel en Amérique latine est à l'origine, dès le début du XX^{ème} siècle, de profondes transformations socioéconomiques ayant bouleversé les cadres traditionnels des sociétés latino-américaines. La prise de conscience de ces changements a conduit à la formulation de la problématique de la question sociale, comme ce fut le cas en Europe au XIX^{ème} siècle, mais d'une manière spécifique. Il faut tenir compte de l'histoire politique, économique et sociale propre aux pays latino-américains, et à la place que ces derniers occupaient dans la division internationale du travail comme dans le système mondial d'échanges commerciaux.

Dans la même phase historique, les sociétés latino-américaines ont aussi cherché de nouvelles voies politiques en visant l'élaboration de projets démocratiques et modernistes. Ces projets ont notamment été le fait d'acteurs étatiques qui, devant faire face à de nouveaux problèmes sociaux, ont été conduits à intervenir politiquement dans la régulation des relations économiques et sociales afin d'en limiter les effets et de réformer les sociétés. Pendant leur mise en œuvre, ces projets se sont heurtés au pouvoir politique des oligarchies traditionnelles, entravant dès lors leur réalisation effective et conduisant nombre de sociétés latino-américaines à l'expérience de régimes autoritaires et/ou de formes d'instabilité politique. De son côté, la société civile des pays latino-américains, traversée par le débat autour de la question sociale, a répondu avec ses propres moyens, notamment par le biais de mouvements sociaux. Ainsi, question sociale et question politique ont partie liée et ont conduit divers

acteurs sociaux et politiques à réfléchir et à agir sur les transformations socioéconomiques en cours dans les pays latino-américains.

Les recherches concernant les sociétés d'Amérique Latine ont permis l'élaboration de connaissances riches sur la question sociale et la question politique. Au milieu du siècle dernier, une tradition intellectuelle s'est forgée à la rencontre de ces deux sphères, représentée aussi bien par les travaux de Gino Germani sur les effets du projet moderniste sur les classes sociales et leurs choix politiques en Argentine, que par la conceptualisation de la *marginalidad* par José Nun et Anibal Quijano, tentative d'explication des changements politiques, économiques et sociaux à partir du matérialisme historique de Marx. Sans contester les limites de ces travaux, un de leurs apports majeurs a été de construire un cadre théorique permettant de penser l'interdépendance de la question sociale et de la question politique. Or, force est de constater qu'à l'heure actuelle, le relatif cloisonnement des domaines de recherche, sociologie d'une part, science politique d'autre part, limite la possibilité de penser les deux sphères comme étant intriquées. Ces journées d'études invitent donc à la reprise d'un dialogue fructueux entre les deux disciplines permettant de penser les effets politiques sur la question sociale et réciproquement.

Les propositions de contribution peuvent développer les thèmes abordés de manière diachronique en considérant l'évolution conjointe de la question sociale et des réponses politiques comme processus historique et social, mais aussi de manière synchronique en relevant les points communs ainsi que les modes d'appréhension des questions spécifiques à chaque société latino-américaine, ceci dans une perspective comparative. Il s'agira également de favoriser le dialogue entre différentes disciplines des sciences sociales.

Les contributions peuvent se rattacher aux différents axes proposés lors de cette journée. Ces propositions ne sont qu'indicatives, d'autres thématiques en relation au sujet de la journée peuvent aussi être proposées :

- La formulation de la question de la pauvreté : conceptualisée dans un premier temps autour de la notion *Marginalidad* (abordée sous une perspective spatiale, socioculturelle ou socio-économique), puis de *Informalidad* et enfin de *Pobreza*. Comment ont évolué ces notions ? Ces formulations sont-elles liées à des objectifs de l'État, de la société civile (mouvements sociaux, syndicats, ONG, associations...) et des organismes internationaux (FMI, Banque Mondiale, BID...) ? Quels sont les rapports de forces qui sous-tendent les relations entre les différents acteurs lors de l'imposition d'une formulation de la question sociale ?

- Les processus d'urbanisation, leurs formes et influences. Peut-on identifier une spécificité de l'urbanisation latino-américaine, que l'on se réfère à ses niveaux, ses rythmes ou encore ses contenus sociaux ? Quels liens peut-on faire entre la gestion de l'espace urbain, la question sociale et la question politique ?
- La formation, la consolidation et la fragilisation des *Estado de bienestar*. Comment ont été construites des formes d'État-providence propres aux sociétés latino-américaines ? Sur quelles bases idéologiques ces États-providence reposent-ils ? Par quels processus de consolidation et de fragilisation ont-ils été affectés ? Existe-t-il un *Estado de bienestar* ou plusieurs formes coexistantes ?
- Question sociale, question politique, État et mouvements sociaux aujourd'hui. Alors que les sociétés latino-américaines ont connu de nombreuses révoltes populaires au cours des dix dernières années, comment dans ces conditions formulent-elles, à partir de l'intervention des États et de la mobilisation de la société civile, des réponses aux défis existants au regard des nombreux problèmes sociaux qui les affectent ?

Les communications feront l'objet d'une présentation de 20 minutes. Pour y participer, il est demandé aux doctorants et aux jeunes docteurs (les étudiants du niveau master sont aussi encouragés à y participer) de nous faire parvenir une proposition sous forme de résumé de deux pages maximum en format word. Ces résumés doivent comprendre le titre de la proposition, le(s) nom(s) et prénom(s) des auteur(s), leurs coordonnées (téléphoniques et postales) ainsi que le statut professionnel et/ou l'institution de rattachement.

Les propositions de communications sont à adresser avant le 9 mars 2011 et à envoyer sous format électronique à :

ingridbejarano@gmail.com et etienne.jezioro@gmail.com

Les organisateurs transmettront aux auteurs par courrier électronique les décisions du comité scientifique avant le 9 avril 2011. Les textes complets et définitifs des communications retenues doivent parvenir aux organisateurs avant le 9 mai 2011.

Une publication sous forme d'actes est envisagée.

Organisateurs : Ingrid Bejarano (EHESS/CMH/ERIS) et Etienne Jezioro (EHESS/CMH/ERIS)

Comité scientifique : Robert Castel (EHESS/CEMS), Yves Dezalay (EHESS/CESSP), Domingo Garcia Garza (Université Lille 3/CESSP), Jésus Garcia-Ruiz (EHESS/CEIFR), André Grelon (EHESS/CMH/PRO), Michael Löwy (EHESS/CEIFR), Denis Merklen (Université Paris 7/IRIS), Alain Musset (EHESS/CGH-TERRES), Serge Paugam (EHESS/CMH/ERIS), Frank Poupeau (CNRS/CESSP), Gilles Rivière (MASCIPO) à confirmer, Patricia Sampaio (EHESS/CIRESC) à confirmer
